

Quelqu'un peut-il honnêtement prétendre, monsieur le président, que les quatre ans et demi de pouvoir du gouvernement actuel ont servi à unir les Canadiens dans la poursuite d'un idéal commun? Quelqu'un peut-il honnêtement affirmer à la Chambre que le Québec et les provinces atlantiques sont plus satisfaites maintenant? Quelqu'un peut-il soutenir qu'un geste de dernière minute pour tenter de faire croire aux provinces de l'Ouest que leurs besoins seront enfin reconnus, suffira à les tromper? Et se trouvera-t-il quelqu'un pour penser vraiment que l'Ontario et d'autres provinces seront satisfaites de la façon dont leur argent a été dépensé dans des programmes inefficaces qui ont totalement échoué, dans le but de réduire les inégalités régionales?

[Traduction]

Il nous faut contracter une nouvelle alliance—une alliance des francophones et des anglophones auxquels se joindront ceux qui sont d'autres cultures; une alliance des provinces et des régions; une alliance de tous les Canadiens déterminés à bien planifier l'avenir par une collaboration mutuelle. Nous possédons les ressources humaines et les ressources naturelles nécessaires et avec détermination et bonne volonté nous pouvons aller de l'avant.

Nous devons commencer par regagner la confiance du peuple en son gouvernement et en la santé de l'économie de son pays. Tout d'abord, nous devons nous engager à ne plus jamais permettre qu'un gouvernement puisse délibérément ralentir l'essor de notre économie, créant ainsi un climat de méfiance et de frustration d'un bout à l'autre du pays. A partir de là, nous devons collaborer à bâtir le Canada dans tous les domaines, en tenant compte de la pluralité de son contexte humain et géographique.

Nul ne peut se réjouir autant que les membres de mon parti en constatant l'importance accordée à la Couronne dans le discours du trône. Lors de l'inauguration de la vingt-huitième législature, certains députés s'en souviennent, aucune mention n'avait été faite de la Couronne dans le discours du trône; d'aucuns pourraient se souvenir de mes réflexions d'alors. Quoi qu'il se passe par ailleurs cette année, les Canadiens se réjouiront de la présence de Sa Majesté la Reine et de Son Altesse Royale le Duc d'Edinbourg au Canada, pas une mais deux fois.

Je tiens à cette occasion à exprimer mes sentiments à ceux qui me font face, en ayant soin de ne pas omettre mon très honorable ami le premier ministre, (M. Trudeau). Bien qu'il puisse éprouver quelque malaise dans les circonstances...

M. Guay (Saint-Boniface): Il est plus à l'aise que vous ne l'êtes.

L'hon. M. Stanfield: Je peux assurer mon honorable ami de Saint-Boniface (M. Guay) que je ne me suis jamais senti mieux. Je me réjouis de ce que mon très honorable ami semble bien se porter, même s'il ne s'est peut-être pas remis complètement du choc des dernières élections. Il semble toutefois bien reposé et prêt à affronter les rigueurs de la présente session.

J'ai écouté le discours du trône avec beaucoup d'intérêt. Quant à bon nombre des termes utilisés et à une bonne part de la politique proposée, suggérée ou insinuée, je dirai simplement que j'aurais pu faire mieux. Je ne peux féliciter le premier ministre d'avoir fait montre d'originalité, ni d'avoir innové, mais il s'est vraiment efforcé de plagier. Ce discours ne représente qu'un aveu abject d'échec, une admission plus ou moins repentante d'incompé-

tence, et un manque étonnant d'engagement et de pensée originale.

• (1500)

L'homme compatissant, en lisant ce discours, pourra difficilement s'empêcher d'en plaindre l'auteur, s'il ignore que ce discours est un monument de cynisme plutôt qu'un acte de repentir. Il faudrait être naïf ou simple d'esprit, ou les deux à la fois, pour accepter sans hésitation cette apparente conversion miraculeuse. Évidemment, monsieur l'Orateur, le gouvernement s'est toujours distingué par son style. Le style était l'essence de sa politique, ou de son manque de politique, et c'était le grand style. Sa rhétorique allait des généralités ronflantes, telle la déclaration que le Canada était au seuil de la grandeur, jusqu'aux proclamations hâtives et sentencieuses, telle la nouvelle que la guerre contre l'inflation était gagnée, l'inflation ayant disparu. C'était le grand style, rendu plus grandiose encore par la conviction, exprimée tout haut, que les parlementaires, du moins ceux de ce côté-ci de la Chambre, étaient des nullités. C'était le style de la sophistication elle-même, ponctuée de gros mots.

Or, quatre ans et demi après, voilà que le gouvernement essuie un échec retentissant en matière de gestion économique; dans l'intervalle, pourtant, le chômage et l'assistance sociale sont devenus un mode de vie pour des centaines de milliers de Canadiens: son mandat, comme le gouvernement l'a rempli, a été qualifié d'années perdues par le député d'York-Sud (M. Lewis). Et après tout cela, le gouvernement réparait au Parlement clopin-clopat, ses rangs décimés par les accidents de route, sous le travesti du sac et de la cendre, mais avec son ancienne arrogance qui prend la forme nouvelle d'une humilité presque obséquieuse.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Nous voilà face à un gouvernement qui a non seulement perdu son caractère, sa majorité, mais qui a également perdu sa crédibilité tout comme il a perdu la confiance des Canadiens tout autant que celle de la Chambre.

Cette question de confiance est étroitement liée à la question de crédibilité. Que dire d'un gouvernement qui a régné pendant quatre ans et demi dans la sottise et l'échec, quatre années et demie de perdues, pendant lesquelles il a gaspillé son mandat? Que dire d'un gouvernement qui se présente maintenant devant le Parlement en prônant des politiques auxquelles il était opposé auparavant et en abandonnant celles qu'il soutenait encore hier? En fait, dans chaque paragraphe du discours du Trône le gouvernement ou bien renonce à son orientation politique ou cherche à reprendre un élément particulier des politiques qui n'émanent pas de lui. Après les années de gâchis durant lesquelles ce sont les chômeurs, les pensionnés et les personnes qui touchent un revenu fixe qui ont combattu pour enrayer l'inflation, et qui ont tous fait les frais de l'échec de cette tentative, le gouvernement propose maintenant, dans le discours du Trône, de nommer un comité chargé de discuter de cette question. Bien entendu, même cette faible initiative n'est pas née au sein du cabinet. Rendons à chacun le mérite qui lui revient, c'est au leader du Nouveau Parti démocratique que nous devons le projet de former un comité parlementaire pour réaliser une étude spéciale sur la question de l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Il semble que le député de York-Sud voit dans cette proposition et cette maigre ini-